

Le directeur de la sidérurgie a le pouvoir de suspendre toutes mesures prises au sein de la S.N.S.T. dans le cadre des fonctions définies au n° 1 et qu'il jugerait incompatible avec le bon exercice de celles-ci.

La S.N.S.T. est tenue de donner toutes facilités au directeur de la sidérurgie pour l'exercice de son contrôle. Elle doit également donner toutes facilités à la chambre syndicale de la sidérurgie pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées par l'arrêté du 15 juillet 1946 et par le présent arrêté, en vertu de la loi du 26 avril 1946 et en particulier pour lui permettre d'établir les programmes de fabrication et de suivre l'exécution de ces programmes.

4° Les modifications éventuelles aux statuts de la S.N.S.T. en tant qu'elles se rapportent aux activités énumérées au n° 1 sont soumises à l'approbation du directeur de la sidérurgie. Il en est de même des articles des règlements intérieurs relatifs aux mêmes activités.

ANNEXE IV

1° Il est interdit de procéder à la mise ou à la remise en activité d'aucun haut fourneau sans l'autorisation préalable de la chambre syndicale de la sidérurgie donnée après accord du directeur de la sidérurgie, sauf dans le cas où le haut fourneau mis en activité se substitue à un haut fourneau mis à l'arrêt.

2° Les dates de mise ou de remise en activité et celle de mise à l'arrêt de haut fourneau sont portées à la connaissance de la chambre syndicale de la sidérurgie qui en informe le directeur de la sidérurgie.

ANNEXE V

1° L'agrément préalable de la direction de la sidérurgie, donné sur proposition de la chambre syndicale de la sidérurgie et après avis de l'association technique de la sidérurgie française est nécessaire à toute création d'installations sidérurgiques nouvelles ou à toute transformation d'installations existantes.

2° Ne sont pas considérés comme visés par le précédent alinéa, les travaux dont le montant n'est pas supérieur à 10 millions de francs et qui ne font pas partie d'un ensemble, à exécuter par fractions ou par échelons, dont le montant soit supérieur à 10 millions de francs.

3° En vue de faciliter et d'accélérer l'application des disponibilités prévues au premier alinéa, la chambre syndicale de la sidérurgie, après consultation de l'association technique de la sidérurgie française et du groupement de l'industrie sidérurgique pour faciliter la reprise et le développement de la production, présente au directeur de la sidérurgie, chaque année, un programme technique et financier pour l'ensemble des installations projetées par la profession pour les douze mois suivants, étant réservée la faculté de présentation ultérieure de demande d'agrément pour des travaux non prévus au dit programme.

Décision relative à l'attribution de combustible, de l'indemnité compensatrice ou de la prime de chauffage dans les exploitations minières et assimilées.

Rectificatif au Journal officiel du 17 juin 1947:

Page 5621, 1^{re} colonne, article 2, 10^e ligne, au lieu de: « reste le même », lire: « reste la même ».

Page 5622, article 12, a, au lieu de: « exploitations visées à l'article 10 ci-dessus », lire: « exploitations visées à l'article 11 ci-dessus »; au lieu de: « le coefficient 100 correspond à l'ouvrier chef de famille », lire: « le coefficient 100 correspondant à l'ouvrier chef de famille ».

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 47-1219 du 1^{er} juillet 1947 modifiant le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences, modifié les 8 août 1898, 6 août 1927 et 19 juillet 1932;

Vu l'avis du conseil de l'enseignement supérieur,

Décète:

Art. 1^{er}. — L'article 3 du décret du 22 janvier 1896 portant organisation de la licence ès sciences est remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 3. — Le diplôme de licencié ès sciences est conféré à tout étudiant qui justifie de trois certificats d'études supérieures mentionnés à l'article 1^{er} et inscrits dans trois groupes différents. Le diplôme est délivré en même temps que le troisième certificat.

« Toutefois, en vue de l'obtention du grade de licencié ès sciences, sont tenus pour équivalents:

« 1° Au certificat d'études supérieures de mathématiques générales, le certificat d'admission au concours de l'école normale supérieure et des bourses de licence (section des sciences, groupe I) ou au concours d'entrée à l'école polytechnique ou à l'école navale, ou à l'école nationale supérieure de l'aéronautique, ou à l'école centrale des arts et manufactures, ou à l'école nationale supérieure des mines de Paris, ou à l'école nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, ou à l'école supérieure de la métallurgie et des industries des mines de l'université de Nancy, ou à l'école nationale des ponts et chaussées;

« 2° Au certificat d'études supérieures de mathématiques générales ou au certificat d'études supérieures portant sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle (S.P.C.N.) au choix du candidat, le certificat d'admission au concours de l'école normale supérieure et des bourses de licence (section des sciences, groupe II). »

Art 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.

Décret n° 47-1220 du 1^{er} juillet 1947 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive et au diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-438 du 17 mars 1945 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 45-437 du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par le décret n° 45-2385 du 17 octobre 1945,

Décète:

Art. 1^{er}. — L'article 4 du décret n° 45-438 du 17 mars 1945, relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive, est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 4. — 1° Les épreuves de la deuxième partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive constituent le concours de recrutement des fonctionnaires du corps des professeurs d'éducation physique et sportive. Aucun candidat ne peut être reçu à ce concours, s'il n'a obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10/20.

« Le nombre de places mises au concours est fixé chaque année par arrêté.

« Pour se présenter à ce concours, les candidats doivent:

« Etre de nationalité française;

« Etre âgés de moins de trente ans le 31 décembre de l'année du concours, cet âge limite pouvant être reculé, pour les candidats justifiant de services civils, d'un temps égal à la durée des services validables pour la retraite;

« Avoir souscrit sur papier timbré, l'engagement de servir pendant dix ans au moins, dans l'enseignement public;

« 2° Le diplôme du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2^e partie) sera délivré aux candidats de nationalité étrangère ayant obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10/20. Un arrêté précisera que le diplôme leur est décerné à titre étranger. »

Art. 2. — L'article 4 du décret n° 45-437 du 17 mars 1945, relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 4. — Les épreuves de la deuxième partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive, constituent le concours de recrutement des fonctionnaires du corps des maîtres d'éducation physique et sportive.

« Aucun candidat ne peut être reçu à ce concours s'il n'a obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10/20.

« Le nombre de places mises au concours est fixé chaque année par arrêté.

« Pour se présenter au concours, les candidats doivent:

« Etre de nationalité française;

« Etre âgés de moins de vingt-six ans le 31 décembre de l'année du concours;

« Avoir souscrit l'engagement de servir pendant dix ans au moins dans les services extérieurs de la direction générale de l'éducation physique et des sports;

« 2° Le diplôme de maître d'éducation physique et sportive (2^e partie) sera délivré aux candidats de nationalité étrangère ayant obtenu une note moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20.

« Un arrêté précisera que le diplôme leur est décerné à titre étranger. »

Art. 3. — Les dispositions du présent décret sont immédiatement applicables.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.